

Les politiques culturelles du Québec: état des lieux et défis

Lorsqu'on s'intéresse aux politiques culturelles du Québec, plusieurs perspectives sont possibles: on peut faire des observations par fonction ou par secteur d'intervention (création, production, diffusion; arts, patrimoine, industries culturelles...), scruter les impacts de la démocratisation culturelle et de la décentralisation culturelle, s'attarder aux disparités régionales et au rôle culturel prépondérant de Montréal, ou encore s'interroger sur l'originalité et la spécificité de la culture québécoise. Au-delà de ces différentes perspectives que nous traiterons pour ainsi dire tour à tour, un premier constat mérite d'être fait: au cours des quatre dernières décennies, le Québec est passé d'une société où tout était à penser et à construire en matière de politiques culturelles, à une société où de telles politiques sont aujourd'hui reconnues, voire enviées au Canada et par bien des pays occidentaux.

Au Québec, les politiques culturelles ont d'abord été le reflet d'une volonté politique d'assurer le développement culturel de la société québécoise. Dès les années 1960, les priorités d'intervention vont (et elles le demeurent toujours) à la démocratisation de la culture et à la promotion de l'identité culturelle québécoise, mais elles visent aussi à accentuer le rôle des créateurs, des producteurs et des diffuseurs en ce domaine. D'abord influencé par la politique culturelle de la France et ce, dès 1961, avec la loi créant le ministère des Affaires culturelles calquée sur la loi française — qui faisait de la culture un objet de politique nationale —, le Québec s'en distancie graduellement en mettant en place un modèle d'intervention reposant sur une hybridation de deux grands modes de fonctionnement, soit la concession de responsabilités à des sociétés d'État et à des organismes de financement autonome, et le maintien du rôle central de la réglementation gouvernementale et d'un ministère de la Culture dans l'attribution directe de financement gouvernemental. De nos jours, ce type d'hybridation tend d'ailleurs à s'accroître au sein de plusieurs pays européens (par exemple le Compendium de politiques culturelles du Conseil de l'Europe).

Chose certaine, au fil des années, le gouvernement du Québec est intervenu de multiples façons pour développer la culture et les arts, conservant en ce domaine une nette prédominance pour une politique de l'offre culturelle. Combinée à plusieurs facteurs socio-démographiques et économiques (tertiarisation de l'économie, mutation des modes de vie, hausse des revenus et du niveau d'éducation, allongement du temps libre, développement de l'urbanisation), cette politique a contribué à l'augmentation des biens et services culturels, mais aussi des pratiques culturelles des Québécois. Leur participation à ces pratiques a impliqué des aménagements et des choix culturels collectifs qui, de leur côté, ont reposé sur une volonté politique et des stratégies publiques. L'analyse des pratiques culturelles des Québécois des dernières décennies tend d'ailleurs à démontrer que la demande de culture rencontre de nos jours une offre diversifiée constituée d'un ensemble d'activités dont l'importance en termes économiques (emplois et revenus) et sociaux (cohésion, identité, valeurs communes) est loin d'être négligeable.

Les interventions culturelles publiques se sont principalement orientées vers le soutien financier aux institutions nationales et aux industries culturelles ainsi qu'aux créateurs et artistes, la mise en place d'infrastructures culturelles (bibliothèques, musées, centres d'exposition, salles de théâtre, etc.) afin d'assurer l'accessibilité aux ressources culturelles, la mise sur pied d'organismes de réglementation pour contrôler les contenus culturels, et l'adoption de mesures protectionnistes (politiques linguistiques, d'immigration, taxation des produits étrangers) pour sauvegarder la culture nationale.

À l'échelle canadienne, c'est au Québec que les dépenses culturelles publiques totales de niveau provincial sont les plus élevées, doublant presque au cours des deux dernières décennies pour atteindre les 746,7 millions de dollars en 2004-2005 (96,36 \$ per capita), alors que le budget du ministère de la Culture et des Communications s'établissait à quelque 531 millions de dollars, soit 1,1 % du budget des dépenses gouvernementales totales. En comparaison, les dépenses culturelles du gouvernement ontarien étaient de 628 millions de dollars en 2004-2005 (ou 50,69 \$ per capita). C'est aussi au Québec que l'on retrouve le plus large éventail de politiques culturelles et de programmes publics touchant à peu près tous les secteurs de la vie culturelle. Que dire enfin de la vitalité des artistes et des créateurs, de l'originalité de la production artistique et littéraire, de la variété des activités culturelles, des lieux de production et de diffusion, du dynamisme des organismes, des travailleurs et des professionnels de la culture ainsi que du rayonnement international de la culture québécoise dans bien des sphères d'activité.

Pourtant, malgré de tels succès, la politique culturelle québécoise connaît toujours des ratés: pauvreté de la majorité des artistes et créateurs, d'où les revendications récurrentes en ce domaine; disparités régionales concernant l'accessibilité, la diversité et la qualité des équipements culturels; non-participation de tranches importantes de la population à des activités culturelles, clivages dans la consommation de la culture artistique, qui, dans plusieurs secteurs, demeure toujours le lot des tranches de population mieux nanties et plus scolarisées; préoccupations croissantes quant à cette capacité de maintenir et de protéger le patrimoine culturel et naturel (patrimoine religieux, parcs nationaux...); influence discutable de l'école dans le développement des pratiques culturelles. Par ailleurs, au-delà de ces constats, bien d'autres défis s'imposent au Québec.

Il y a tout d'abord la réponse des politiques culturelles au besoin de cohésion sociale. D'ailleurs, aucun gouvernement occidental n'y échappe puisque l'exclusion culturelle de nombreux citoyens demeure un fait largement documenté. Les problématiques sous-jacentes qu'elle soulève au Québec réfèrent aux défis politiques et culturels liés à l'intégration de ses immigrants, mais aussi à la concentration croissante des communautés culturelles à Montréal. Il y a ensuite, à travers les initiatives de décentralisation, la question du rôle de l'État québécois dans la culture, mais aussi la place grandissante des régions et des collectivités qui développent leurs propres politiques et qui deviennent des parte-



Raymonde April. *L'Arrivée des figurants* (extrait de la 1^e partie), 1997. 120 X 681 cm.

naires de plus en plus incontournables du développement culturel. La privatisation est une autre préoccupation, d'ailleurs commune à bien des gouvernements occidentaux. À des rythmes et à des degrés divers, plusieurs gouvernements tendent à stabiliser leurs investissements publics dans la culture, voire même à les réduire. Pour se maintenir et se développer, les acteurs et institutions culturels se tournent vers d'autres sources de financement alors que, du côté des gouvernements, on multiplie les stratégies afin d'accroître les pratiques de partenariat et le mécénat privé. Que dire enfin des transformations technologiques qui élargissent l'éventail des choix et ouvrent de nouveaux horizons, favorisant ainsi la diversité et l'accessibilité, mais qui entraînent aussi une homogénéisation crois-

sante des contenus culturels, conséquence d'une libéralisation économique et d'une concentration des entreprises culturelles.

Et on pourrait ainsi sans peine allonger cette liste, étant donné les problématiques croissantes liées à la propriété intellectuelle et au droit d'auteur, à un marché «culturel» de plus en plus internationalisé et «agressif», au poids croissant d'instances supranationales dans l'orientation des politiques culturelles nationales et à la montée de puissances culturelles mondiales en devenir — pensons ici simplement à la Chine et à l'Inde.

Diane Saint-Pierre
Professeure, INRS Urbanisation,
Culture et Société